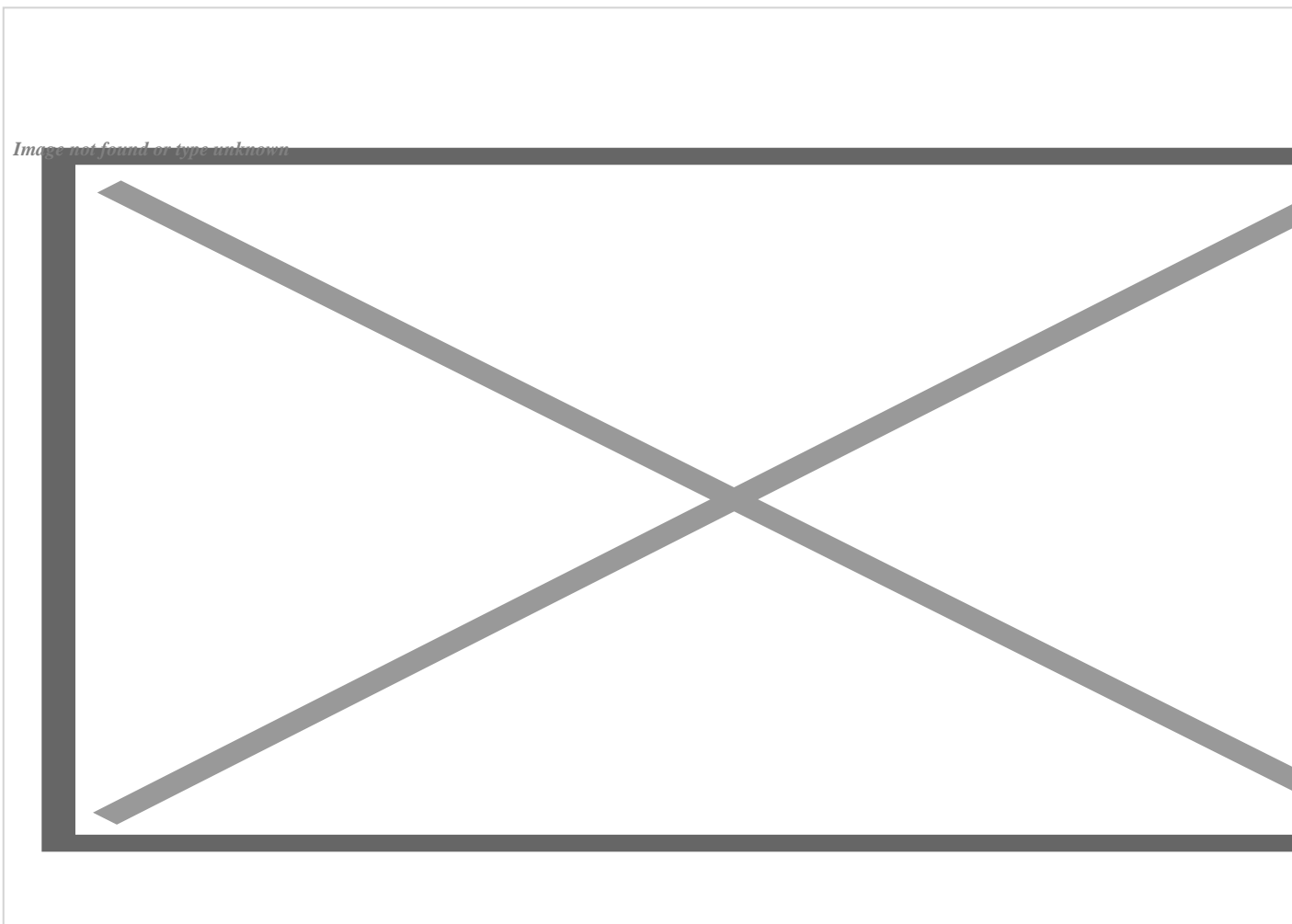


Personne ne le croit, mais les États-Unis prétendent que le Venezuela menace leur sécurité



Par Roberto Morejón

L'atterrissage d'un avion de Conviasa à Damas, le 31 mai dernier, a marqué la reprise des liaisons aériennes entre le Venezuela et la Syrie, qui avaient été établies, entre autres, par le président de l'époque, Hugo Chávez, dont l'anniversaire a été commémoré surtout par les jeunes du pays sud-américain.

Chávez, vital, à l'humour éternel et aux convictions politiques profondes, s'est rendu plus d'une fois en Syrie, punie par une guerre imposée de l'extérieur, dont les traces subsistent encore.

Les Vénézuéliens vivent eux aussi des moments difficiles : ils ont certes laissé derrière eux la pire période d'inflation, mais ils en souffrent encore, ainsi que de la pénurie d'aliments, de fournitures médicales et de ressources pour sauver l'industrie pétrolière, qui a été mise à mal.

La presse internationale se fait l'écho des difficultés du Venezuela et relègue les sanctions américaines brutales au bas de la liste des causes, voire ne les mentionne pas du tout dans de nombreux cas.

Il est encore moins fait mention des mesures prises par le Venezuela pour ouvrir l'agriculture, la pêche et d'autres secteurs, traditionnellement enterrés par l'industrie pétrolière mono-exportatrice, autrefois brillante, qui est aujourd'hui raillée pour ses lacunes afin de progresser vers la modernisation nécessaire.

Cependant, le Venezuela persiste à consolider un secteur énergétique plus durable, stable et diversifié, tout en organisant les élections présidentielles de 2024.

L'opposition a officiellement annoncé 14 candidats en lice dans un concours interne, l'une des candidates les plus recherchées par les opposants à la révolution bolivarienne, María Corina Machado, ayant été disqualifiée par l'administration générale pour exercer une fonction élective.

L'administration a invoqué des irrégularités détectées dans les déclarations sous serment de Mme Machado concernant la gestion de son patrimoine.

Il n'en fallait pas plus pour que le Parlement européen, qui fait la cour aux Etats-Unis, adopte une résolution critique, très similaire à celle du Département d'Etat américain et de l'OEA.

Pendant ce temps, le chavisme maintient ses bases organisationnelles et le Parti socialiste unifié du Venezuela travaille avec sa base historique, sans croire que l'opposition est fissurée.

Entre-temps, les États-Unis ont signé pour la huitième fois le décret déclarant au Venezuela ce que personne ne croit : une menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité des États-Unis.

Cela a coïncidé avec l'annonce que la compagnie aérienne colombienne Wingo allait à nouveau voler vers le Venezuela, tout comme Conviasa vers Damas, signes qu'ils n'ont pas réussi à étouffer la révolution bolivarienne.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/329933-personne-ne-le-croit-mais-les-etats-unis-pretendent-que-le-venezuela-menace-leur-securite>



Radio Habana Cuba